

Une Politique nationale de lutte à l'itinérance, et après ? Le RSIQ demande au gouvernement d'aller de l'avant avec un plan d'action

Le Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ) a salué en février dernier l'adoption d'une Politique nationale de lutte à l'itinérance, cette politique représentant un gain majeur pour prévenir et contrer l'itinérance dans les différentes régions du Québec. En parallèle, certainEs éluEs du Parti Libéral du Québec, alors dans l'opposition, talonnaient le gouvernement péquiste pour un plan d'action et pour un investissement conséquent. Un mois après l'élection du 7 avril 2014, c'est au tour du RSIQ de presser le gouvernement de Philippe Couillard afin qu'il prenne les mesures budgétaires nécessaires pour favoriser la mise en place rapide d'un plan d'action qui sera conforme aux principes et axes prioritaires de la Politique.

Une Politique en itinérance lie tout gouvernement actuel et futur, car elle identifie la responsabilité de l'Etat à agir et le rend imputable face aux résultats. En invitant à agir sur les causes de l'itinérance et à mettre en place des mesures concrètes et concertées, la Politique nationale reconnaît que des droits fondamentaux sont bafoués si on tolère ce phénomène. La Politique invite finalement à une action soutenue et concertée en matière de logement, revenu, éducation et formation professionnelle, santé et services sociaux, citoyenneté et occupation de l'espace public, soutien aux organismes.

« *C'est bien, mais où est le plan d'action ?* » s'interrogeait la députée Marguerite Blais sur Twitter, le 27 février dernier. « *Une politique sur l'itinérance dépourvue d'un plan d'action concret et surtout, d'argent.* » s'indignait le même jour Stéphanie Vallée, maintenant Ministre de la justice. Il est en effet indispensable qu'un plan d'action ambitieux de lutte à l'itinérance soit déployé sur l'ensemble des régions du Québec, car les membres du RSIQ partagent tous les mêmes constats : l'itinérance est en augmentation, touche des profils de plus en plus variés et nécessite des réponses de plus en plus complexes. En guise d'exemple, le refuge d'urgence de Sept-Iles, parmi d'autres, se voit contraint de refuser de plus en plus de demandes de personnes dans le besoin, tandis que des familles se retrouvent à la rue à Saint-Jérôme, Sherbrooke ou Gatineau. À Montréal ou à Terrebonne, les refuges roulent à plein régime encore cette année, été comme hiver.

Le RSIQ ainsi que ses membres ont envoyé cette semaine à plusieurs ministres du gouvernement actuel un avis appelant à la mise en place rapide d'un plan d'action qui sera global, concerté et ambitieux. Du 5 au 9 mai, des actions se déploient dans plusieurs régions du Québec pour donner de la visibilité aux enjeux liés à l'itinérance en dehors des grands centres urbains.

Le 16 mai prochain, le FRAPRU et le RSIQ uniront leurs forces lors d'une manifestation demandant de l'argent dans le budget pour le logement social et l'itinérance. Le Québec a les moyens d'enrayer l'itinérance : il ne manque plus que la volonté politique d'y arriver.

Créé en 1998, le RSIQ est un regroupement de 13 concertations régionales représentant plus de 350 organismes oeuvrant avec les personnes itinérantes ou à risque de le devenir. Il a été au cœur des revendications pour une Politique nationale de lutte à l'itinérance.

Contact presse :

Anne-Marie Boucher 514 659 4733 solidarite-itinerance@hotmail.com